

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 8–11 février 2010

QUESTIONS DIVERSES

**Point 15 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2010/15/Rev.1
9 février 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT DE LA VISITE DES MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM EN ÉGYPTE

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter:

le Bureau du Conseil d'administration

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PARTICIPANTS

- M. Vladimir V. Kuznetsov (Président et Représentant de la Liste E)
- S.E. M. José Antônio Marcondes de Carvalho, Vice-Président et Représentant de la Liste C
- M. Innocent Mokosa Mandende, Suppléant de la Liste A
- M. Noel D. de Luna, Représentant de la Liste B
- S.E. M. James Alexander Harvey, Représentant de la Liste D

Pour le Secrétariat du Conseil: Mme C. von Roehl, Secrétaire du Conseil d'administration; Mme M. Lukyanova, Chargée des relations avec les donateurs

INTRODUCTION

1. Les membres du Bureau du Conseil d'administration se sont rendus en Égypte du 7 au 11 décembre 2009 et se sont entretenus avec des représentants du gouvernement, du système des Nations Unies, des partenaires et des donateurs, ainsi qu'avec des directeurs de pays et des cadres de bureaux de pays et du bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale du PAM, lors de réunions qu'ont eu lieu au Caire et pendant une visite sur le terrain dans la région d'Assouan.

CONTEXTE

2. La visite a fourni aux membres du Bureau du Conseil d'administration l'occasion de réfléchir, à la lumière du Plan stratégique 2009-2013, au rôle que peut jouer le PAM dans un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) dans lequel il n'y a pas d'opération humanitaire en cours mais qui n'en connaît pas moins une situation difficile sur le plan de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel de sa population. Des représentants du Conseil d'administration se sont déjà rendus en Égypte en novembre 2006 (WFP/EB.1/2007/INF/6). Le programme de pays fait actuellement l'objet d'une évaluation dont les résultats doivent être présentés au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2010.
3. L'Égypte est un pays de 82 millions d'habitants classé dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Après trois décennies de développement social et économique ininterrompu, elle a récemment connu des difficultés qui l'ont fait reculer au 123^e rang sur 182 selon l'indice de développement humain (Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 2009*). Le produit intérieur brut par habitant s'élève à 2 148 dollars (Banque mondiale, 2008). D'après l'évaluation effectuée par la Banque mondiale, près d'un cinquième de la population vit dans la pauvreté et plus de 6 pour cent dans la misère. La situation est plus grave encore dans les campagnes où le taux de pauvreté extrême est passé d'environ 7 pour cent à 9 pour cent. La hausse des prix alimentaires compte pour beaucoup dans cette dégradation. La malnutrition est également en augmentation: d'après des enquêtes récentes, près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans présentent des signes de malnutrition chronique ou de retard de croissance et 7 pour cent souffrent de malnutrition aiguë. Les taux d'anémie ont doublé entre 2000 et 2005 et les carences en vitamine A vont de modérées à graves chez les femmes et de faibles à modérées chez les enfants de moins de cinq ans. L'état de

fragilité et d'insécurité alimentaire persistantes dans lequel se trouve la population, notamment en Haute Égypte, va de pair avec des familles nombreuses, des taux de dépendance élevés, un faible niveau d'instruction et de qualifications chez les adultes, un accès limité à des emplois stables et un faible taux d'épargne.

4. Le programme de pays pour 2007-2011 vise à porter assistance à 400 000 personnes pour un coût de 44 millions de dollars. Il prévoit deux types de soutien: une assistance technique pour renforcer les dispositifs de sécurité alimentaire et les capacités institutionnelles du secteur public; et des démonstrations à petite échelle de programmes modèles d'éducation et d'accumulation d'actifs appuyés par une aide alimentaire. Le programme de pays est financé par des contributions multilatérales de base et par des ressources mobilisées au plan local auprès de sources bilatérales, multilatérales et privées. Il était censé être la dernière opération de développement du PAM en Égypte dans l'hypothèse où la croissance se poursuivrait et où les réformes en cours (par exemple celle des subventions alimentaires nationales) seraient menées à leur terme.

OBSERVATIONS

5. La visite n'était pas une mission de suivi, et comme le programme de pays est en cours d'évaluation, les observations formulées ci-après n'ont qu'une valeur indicative:
 - Malgré les diverses réformes mises en œuvre par le gouvernement égyptien et les progrès considérables accomplis ces dernières années, de larges pans de la population – et du territoire – sont encore aujourd'hui pauvres et vulnérables. Il semble que les améliorations envisagées au moment où le programme de pays a été approuvé ne se sont pas concrétisées.
 - Le gouvernement estime que l'augmentation des taux de malnutrition constitue un risque pour le développement économique du pays et a fait de ce problème l'une des priorités d'action de la stratégie nationale pour la nutrition (2007-2017).
 - Les programmes du PAM en Égypte ont un caractère national et sont exécutés en étroite coopération avec les autorités et sous leur direction. Les efforts déployés par le PAM en matière de renforcement des capacités sont bien engagés et bénéficient de la collaboration de partenaires du système des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé égyptien.
 - Le bureau de pays a réussi à lever des fonds de façon originale, par exemple au moyen d'échanges de créances et en s'adressant au secteur privé. Plus de 25 millions de dollars ont ainsi été mis à la disposition du programme de pays en vigueur, en plus des ressources multilatérales allouées à hauteur de quelque 1,4 million de dollars chaque année.
 - Depuis la dernière visite des membres du Conseil d'administration, le PAM a renforcé son assistance technique et développé le rôle qu'il joue auprès des pouvoirs publics. Son initiative en faveur de l'enrichissement de la farine compte à présent 35 millions de bénéficiaires dans le pays, et l'objectif est de porter ce chiffre à 50 millions d'ici 2011. Les efforts accomplis sont énormes et extrêmement positifs. Le PAM continue de travailler aux côtés du gouvernement sur la réforme des subventions alimentaires, en réfléchissant notamment à la façon d'organiser la chaîne d'approvisionnement et en menant d'autres études dans le but de rendre le système plus efficace et moins coûteux. Il est difficile de dire jusqu'où cette réforme politiquement sensible, dans un pays où la grande majorité des ménages achètent encore leur pain à des prix subventionnés, pourra être menée en 2010.



- Les activités à petite échelle du PAM sont considérées comme un modèle susceptible d'être reproduit à plus grande échelle par les autorités égyptiennes. La mission s'est rendue à Assouan où celles-ci mènent de longue date un programme de remise en état des terres, de développement agricole et d'amélioration des moyens de subsistance des populations. Les membres du Bureau ont été impressionnés par l'amélioration de la situation dans de nombreux domaines tels que l'agriculture, le développement des marchés, l'accès à l'eau propre et les conditions de logement, la scolarisation, les services médicaux, les organisations communautaires et les sources de revenu innovantes. Ils ont noté en particulier l'implication des populations locales et les excellentes relations entre les responsables locaux, les représentants des pouvoirs publics et le personnel du PAM.
- Cela étant, il n'est pas certain que le schéma suivi soit vraiment celui d'une transposition à plus grande échelle d'activités modèle. En effet, cela fait déjà des années que le PAM participe à ce programme, or nous venons d'apprendre que si le ministère chargé de son exécution, en l'occurrence le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres, a recours à un tiers pour la fourniture des denrées alimentaires, c'est parce qu'il n'est toujours pas autorisé à ouvrir une ligne à cet effet dans son propre budget. D'autres questions se posent également, qui avaient déjà été soulevées lors de la visite du Conseil d'administration.

CONCLUSIONS

- Malgré les diverses réformes mises en oeuvre par le Gouvernement égyptien et les progrès considérables accomplis ces dernières années, la situation socio-économique et l'état nutritionnel des couches les plus pauvres de la population égyptienne sont en train de se dégrader; à plus long terme, le pays va se trouver confronté au double défi de l'expansion démographique et du changement climatique (hausse du niveau des mers, salinisation des sols et baisse des ressources en eau provenant du Nil). Dans un tel contexte, le travail du PAM est clairement plus que nécessaire.
- Les activités du PAM en Égypte sont considérées comme des vecteurs et des modèles de référence que les autorités égyptiennes pourraient transposer à plus grande échelle dans tous les domaines. Tel est le cas par exemple des projets conjoints associant le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres et le PAM, qui visent à assurer aux petits agriculteurs des gouvernorats de la Mer rouge et de Haute-Égypte des moyens de subsistance durables et des biens productifs pour l'avenir.
- Les programmes du PAM en Égypte relèvent de l'initiative nationale et sont exécutés en étroite coopération avec les autorités et sous leur direction. Les efforts déployés par le PAM en faveur du renforcement des capacités sont bien engagés et bénéficient de la collaboration de partenaires du système des Nations Unies et de la société civile.
- L'assistance alimentaire du PAM demeure également une nécessité, en particulier dans les projets vivres pour l'éducation mis en oeuvre dans des quelques-unes des régions les plus pauvres du pays, l'objectif étant de réduire les disparités entre les sexes en matière d'éducation et d'aider les enfants vulnérables en danger. Les activités de plaidoyer du PAM à cet égard - par exemple dans le cadre du projet de lutte contre le travail des enfants - devraient avoir une influence positive sur la politique nationale.



- Les discussions avec les donateurs donnent à penser qu'ils apprécient le rôle du PAM. La prochaine phase de planification par pays des activités des Nations Unies offre l'occasion de réfléchir à ce que pourraient être les interventions du PAM à l'avenir, et à la façon dont sa contribution pourrait être optimisée par rapport aux efforts du gouvernement et d'autres partenaires de développement. Dans cette perspective, le PAM doit continuer d'accumuler des données sur l'efficacité, l'impact et la viabilité sur le long terme de ses interventions, tant au niveau stratégique, c'est-à-dire du point de vue de l'influence qu'il peut exercer sur l'action publique, qu'au niveau des différents bénéficiaires et sur le plan local.
- En passant de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, le PAM devrait être en mesure de conférer à son action un caractère stratégique toujours plus marqué. Il peut poursuivre les efforts d'assistance technique et de renforcement des capacités qu'il a engagés dans le cadre du programme de pays en cours (2007-2011). La remarque vaut particulièrement pour la contribution du PAM à la réorganisation de la chaîne d'approvisionnement et à l'initiative en faveur de l'enrichissement de la farine, qui a été saluée par les interlocuteurs nationaux.
- Bien que l'insuffisance des ressources risque de restreindre la possibilité de poursuivre les opérations dans des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) tels que l'Égypte, le bureau de pays a réussi à lever des fonds auprès de sources locales grâce à des modalités de financement originales. Plus de 25 millions de dollars ont ainsi été mis à la disposition du programme de pays en vigueur, en plus des ressources multilatérales allouées à hauteur de quelque 1,4 million de dollars chaque année. Le Gouvernement maintiendrait par ailleurs ses contributions en espèces pour les achats de produits alimentaires sur les marchés locaux, ses dons en nature et sa participation au financement des dépenses de fonctionnement du bureau de pays, ce qui viendrait s'ajouter aux financements accrus provenant du secteur privé égyptien.
- Le PAM peut encourager le gouvernement égyptien à renforcer son rôle en tant que nouveau donateur susceptible de soutenir ses opérations dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ainsi qu'en Afrique subsaharienne, notamment dans les pays du bassin du Nil, soulignant ainsi l'importance de la coopération Sud-Sud. Grâce à sa position de centre logistique entre la région Moyen-Orient et Afrique du Nord d'une part et l'Afrique subsaharienne d'autre part, l'Égypte offre une excellente base pour la coopération au développement et l'échange de solutions, notamment de solutions agro-industrielles dans le domaine de la transformation et de la fabrication d'aliments enrichis. Le PAM peut appuyer et faciliter la coopération Sud-Sud grâce à sa présence dans le pays et à ses compétences techniques dans différents domaines, et il pourrait offrir ses services sur la base d'un recouvrement intégral des coûts.
- Les discussions avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont amené les membres du Bureau à la conclusion que la coopération et l'interaction plus étroite des institutions compétentes serait bénéfique pour les activités de l'ONU sur place en Égypte.
- Le rôle du PAM en Égypte peut et doit être maintenu, d'autant que les activités sont bien ciblées sur les couches les plus déshéritées et vulnérables de la population et qu'elles sont pilotées par le pays.
- Le PAM a noué avec le gouvernement égyptien et d'autres acteurs du développement des liens étroits qui contribueront à assurer la pérennité de ses activités et leur prise en main par le pays. Durant la visite sur le terrain, les membres du Bureau ont pu constater la participation active des populations locales aux efforts de développement. Cet engagement est le meilleur garant d'un changement durable et efficace.



REMERCIEMENTS

6. L'équipe tient à remercier M. Daly Belgasmi, directeur du Bureau régional du Caire, M. GianPietro Bordignon, directeur du bureau du PAM en Égypte, et toutes les personnes en poste en Égypte qui ont organisé la visite des membres du Bureau, les ont accompagnés sur le terrain et ont tout mis en œuvre pour faire de ce voyage une expérience instructive et productive. Leur chaleureuse hospitalité et l'accueil qui a été réservé à l'équipe par toutes les personnes qu'elle a rencontrées ont été grandement appréciés.